

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**  
**SEANCE PLEINIÈRE DU 17 OCTOBRE 2007**  
**INTERVENTION DE LA CGT, Bertrand GOSSELIN**  
**SITECO et situation KLEBER TOUL.**

L'actualité est malheureusement bien morose en Lorraine pour ne pas nous faire oublier que derrière la froideur des chiffres et des statistiques en matière de situation économique, c'est bien de la vie des hommes, des femmes, des jeunes et des territoires dont il est d'abord question.

L'actualité récente, c'est bien sur l'annonce de la fermeture de l'usine Kléber de Toul. Il faut le rappeler ce sont d'abord et avant tout 825 familles qui sont touchées dans leurs conditions d'existence et dans leurs projets de vie, c'est tout un territoire dont on vantait il y a peu son dynamisme économique et démographique qui est affecté, ce sont des collectivités territoriales et parmi elles la principale, la Ville de TOUL qui va pâtir de la perte de près de 35% de sa taxe professionnelle. C'est un véritable cataclysme qui touche en fait toute la région Lorraine. Qui peut penser par exemple que la Meuse ne sera pas touchée par la perte d'emplois directs et induits chez KLEBER ? L'ampleur de la manifestation de vendredi dernier, près de 5000 participants atteste que l'émotion et l'inquiétude débordaient largement le monde salarié, les rideaux baissés des commerçants témoignaient de la conscience des conséquences à redouter pour tous si la plus grande entreprise du bassin d'emplois du sud de la Meurthe et Moselle en venait à disparaître.

La participation massive à cette manifestation constitue un signe très fort pour la suite de la mobilisation, un signe aussi qu'il ne faudra pas compter sur la résignation des salariés qui ne digèrent pas qu'on les désignent responsables de cette situation ... « Vous n'êtes plus compétitifs, il faut se faire une raison !! », la direction invoque la concurrence des pneus chinois dans la troisième ligne « bas de gamme » mais investit dans plusieurs pays qui ne sont pas seulement à bas coûts. En 2001, Michelin a racheté l'entreprise roumaine TOFAN, puis a spécialisé l'entreprise hongroise TAURUS dans les pneus tourisme haut de gamme. Ces choix destinés à assurer de meilleurs rendements aux actionnaires sont inacceptables et incompréhensibles

pour les salariés du leader mondial du pneumatique ... D'autant plus inacceptables que le groupe Michelin a réalisé en 2006 un bénéfice avant impôt de 942 millions d'euros et qu'en juillet dernier il dévoilait des résultats financiers avec une hausse des profits de 58.2%.

N'en déplaise à Mr GRUNWALD représentant du MEDEF qui affirme une nouvelle fois, faisant fausse route, que ce sont les coûts salariaux et des protections sociales en France qui sont responsables de cette situation, nous affirmons nous à la CGT qu'une autre utilisation de l'argent est nécessaire, plutôt l'investissement productif, délaissé depuis quelques années chez KLEBER, que la financiarisation de l'économie.

L'exécutif régional a apporté son soutien aux salariés, il doit tout faire avec d'autres pour empêcher l'inéluctable, les grands groupes qu'ils soient manufacturiers ou de la pétrochimie pour ne citer qu'eux, ne doivent plus les uns après les autres s'affranchir de la responsabilité sociale qui est la leur sur les territoires.

Le rapport SITECO 2006 soumis à notre avis a scruté le paysage économique régional, s'il a à juste titre pointé quelques éléments encourageants notamment en matière de créations d'entreprises et d'innovation, il n'a pu cacher une nouvelle fois la faiblesse chronique de l'emploi industriel dans notre région, depuis 5 ans la saignée est continue en Lorraine, ce sont près de 350 emplois industriels qui disparaissent chaque mois, 50 supplémentaires sont menacés depuis peu en Moselle chez GE LIGHTING , on a annoncé il y a quelques jours, dans les Vosges, un plan de restructuration chez NOVACARE à Laval sur Vologne puis l'arrêt probable en juin 2008 de l'usine FAURECIA à Celles sur Plaine sans parler des divers rebondissements chez SEB .

La liste s'allonge, et veillons à analyser plus finement ce que d'aucuns appellent le basculement des emplois de l'industrie vers les services, car nombre de ces emplois deviennent « services » par externalisation ou par recours à la sous-traitance ou à l'intérim. Faire ce constat ne signifie pas que nous fassions nôtre le vocable de « territoires post-industriels » tel qu'utilisé dans le rapport sur les orientations budgétaires. L'industrie a encore un rôle à jouer sur notre terre lorraine, la passer dès à présent au « rayon des pertes et profits » ne

peut nous satisfaire. Peut-on raisonnablement penser que l'on pourrait lui substituer durablement par exemple une industrie logistique qui compte sur les ruines d'une industrie manufacturière créatrice localement de valeur ajoutée.

Par ailleurs, MITTAL, prenant en compte l'évolution positive du marché de l'acier avec la forte demande des pays émergents, a décidé récemment de moderniser deux hauts fourneaux en Belgique, pourquoi le choix de n'avoir pas fait de même sur le site de la Vallée de la Fensch ? Le dynamisme de notre région n'est-il pas en cause ? On peut se poser la question.

Enfin, même si la question des salaires est difficilement analysable dans une SITECO faute d'éléments statistiques facilement accessibles, comment ne pas voir que cette question va devoir être mise au centre des préoccupations, tant elle croise bien sûr la question du pouvoir d'achat mais aussi celles de la Protection Sociale et des retraites. La CGT souhaite ainsi saluer la lutte victorieuse des salariés de la SMART qui ont par leur action déterminée, obtenu une augmentation de 75 euros bruts mensuels.